

The Lancet : La baisse spectaculaire des taux de fécondité mondiaux en voie de transformer les tendances démographiques dans le monde d'ici 2100

- ***D'ici 2050, dans plus des trois-quarts des pays (155 sur 204), le taux de fécondité sera insuffisant pour maintenir le niveau de leur population au fil du temps ; cette proportion passera à 97 % (198 pays sur 204) d'ici 2100.***
- ***On prévoit également des changements marqués dans les tendances relatives aux naissances vivantes ; leur part mondiale devrait presque doubler dans les régions à faible revenu, passant de 18 % en 2021 à 35 % en 2100, et un enfant sur deux devrait naître en Afrique subsaharienne d'ici cette date.***
- ***Dans les pays à faible revenu ayant un taux de fécondité élevé, un meilleur accès aux contraceptifs et à l'éducation pour les femmes permettra de réduire le taux de natalité, tandis que dans les pays à revenu élevé à faible taux de fécondité, les politiques en faveur de la parentalité et de l'immigration seront vitales pour maintenir le niveau de la population et la croissance économique.***
- ***Les auteurs conseillent aux gouvernements nationaux de prévoir un plan d'action contre les menaces émergentes pour les économies, la sécurité alimentaire, la santé, l'environnement et la sécurité géopolitique, liés à ces changements démographiques qui sont en voie de transformer notre mode de vie.***

Le taux de fécondité dans le monde approche un faible niveau. Bien que d'ici 2100, plus de 97 % des pays et territoires afficheront des taux de fécondité inférieurs aux niveaux nécessaires pour maintenir la population en l'état au fil du temps, des taux de fécondité comparativement élevés dans de nombreux pays à faible revenu, principalement en Afrique subsaharienne occidentale et orientale, continueront de contribuer à l'accroissement démographique dans ces régions tout au long du siècle. Ce « monde divisé du point de vue démographique » aura des conséquences énormes sur les économies et sociétés, selon une nouvelle étude publiée dans [The Lancet](#).

La recherche présente des estimations tirées de l'étude Global Burden of Disease, Injuries, and Risk Factors Study (GBD) 2021, une initiative de recherche mondiale menée par l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) de la faculté de médecine de l'University of Washington, concernant les tendances mondiales, régionales et nationales, passées, actuelles et futures en matière de fécondité et de naissances vivantes. En général, les pays doivent afficher un indice synthétique de fécondité (ISF) de 2,1 enfants par personne pouvant donner naissance à un enfant, pour maintenir le remplacement générationnel à long terme de la population. L'ISF d'une population est le nombre moyen de naissances qu'une femme peut s'attendre à avoir au cours de sa vie, compte tenu des taux de fécondité actuels pendant sa vie reproductive.

À partir de méthodes nouvelles de prédiction de la mortalité, de la fécondité, des principaux facteurs de la fécondité (p. ex. niveau d'éducation, besoin non satisfait de contraception moderne, mortalité infantile et résidence en zones urbaines) et des naissances vivantes, les chercheurs estiment que d'ici 2050, 155 pays et territoires sur 204 (76 %) seront en-dessous du niveau de remplacement de la fécondité. Ce chiffre devrait passer à 198 (97 %) d'ici 2100. Cela signifie que dans ces pays et territoires, les populations vont diminuer à moins que la faible fécondité puisse être compensée par une politique éthique et efficace de l'immigration. L'ampleur des faibles taux de fécondité peut aussi être atténuée en partie par des mesures de soutien accru aux parents.

Les nouvelles prédictions en matière de fécondité soulignent les défis considérables auxquels fait face la croissance économique dans de nombreux pays à revenu moyen et élevé dont les effectifs déclinent, et le fardeau croissance sur les systèmes de santé et de sécurité sociale d'une population vieillissante.

La nouvelle étude prédit aussi des changements énormes dans la tendance mondiale en matière de naissances vivantes entre les pays à revenu élevé et à revenu faible. En 2021, 29 % des enfants dans le monde étaient nés en Afrique subsaharienne ; d'ici 2100, ce pourcentage devrait augmenter à plus de la moitié (54 %) de tous les enfants, soulignant l'urgence d'améliorations dans l'accès à la contraception moderne et à l'éducation des femmes dans ces pays.

« Nous faisons face à une transformation sociale stupéfiante au cours du XXI^e siècle », explique l'auteur principale, le professeur Stein Emil Vollset de l'IHME. « Le monde va affronter simultanément un baby-boom dans certains pays et un effondrement de la natalité dans d'autre. Tandis que la plus grande partie du monde est confrontée aux

défis préoccupants pour la croissance économique posés par le déclin des effectifs, et aux enjeux relatifs aux soins et à la prise en charge des populations vieillissantes, un grand nombre des pays aux ressources les plus limitées en Afrique subsaharienne devront trouver les moyens de subvenir aux besoins de la population plus jeune qui connaît la croissance la plus rapide sur la planète, dans certaines des régions les plus instables sur les plans politique et économique, les plus affectées par la chaleur et dotés de systèmes de santé les plus surchargés au monde. »

« Les implications sont immenses », affirme la co-auteure principale et chercheuse scientifique principale de l'IHME, la docteure Natalia V. Bhattacharjee. « Les tendances futures des taux de fécondité et des naissances vivantes vont reconfigurer complètement l'économie mondiale et l'équilibre international des pouvoirs et nécessiteront une réorganisation des sociétés. La reconnaissance au niveau mondial des enjeux affectant la migration et les réseaux d'aide internationaux sera d'autant plus critique étant donné la concurrence féroce à l'égard des migrants pour soutenir la croissance économique, alors que le baby-boom en Afrique subsaharienne se poursuit à un rythme soutenu. »

Déclin de la fécondité dans le monde – des taux de fécondité supérieurs au niveau de remplacement dans seulement six pays en 2100

L'ISF mondial a diminué de plus de la moitié au cours des 70 dernières années, d'environ cinq enfants par femme en 1950 à 2,2 enfants en 2021, plus de la moitié de tous les pays et territoires (110 sur 204) étant en-dessous du niveau de remplacement de la population de 2,1 naissances par femme en 2021. Cette tendance est particulièrement inquiétante dans des endroits comme la Corée du Sud et la Serbie, où le taux est inférieur à 1,1 enfant par femme. Dans de nombreux pays en Afrique subsaharienne, cependant, les taux de fécondité restent élevés – l'ISF de la région est pratiquement deux fois la moyenne mondiale, soit quatre enfants par femme en 2021. Au Tchad, l'ISF de sept naissances est le plus élevé au monde.

Au cours des décennies à venir, la fécondité mondiale devrait diminuer encore davantage, atteignant un ISF d'environ 1,8 en 2050, et 1,6 en 2100, bien inférieur au niveau de remplacement. D'ici 2100, seulement six pays et territoires sur 204 (le Samoa, la Somalie, les Tonga, le Niger, le Tchad et le Tadjikistan) devraient afficher des taux de fécondité supérieurs à 2,1 naissances par femme. Dans 13 pays, y compris le Bhoutan, le Bangladesh, le Népal et l'Arabie saoudite, les taux devraient même tomber en-dessous d'un enfant par femme.

On prévoit que l'ISF en Europe occidentale atteindra 1,44 en 2050 et 1,37 en 2100, Israël, l'Islande, le Danemark, la France et l'Allemagne devant afficher les taux de fécondité les plus élevés, entre 2,09 et 1,40, à la fin du siècle. Les taux devraient être beaucoup plus faibles dans le reste de l'Europe et certaines parties de l'Asie.

La plupart des pays sont en transition vers un déclin naturel de la population (lorsque le nombre de décès dépasse le nombre de naissances vivantes). Selon les projections, seuls 26 pays connaîtront encore une croissance démographique en 2100 où les naissances vivantes surpassent les décès, parmi lesquels l'Angola, la Zambie et l'Ouganda.

Selon M. Vollset, « les taux de fécondité en baisse sont en quelque sorte une “ réussite ”, qui reflète non seulement une contraception plus efficace et plus facilement accessible, mais aussi le fait que de nombreuses femmes choisissent de retarder la naissance de leurs enfants ou d'en avoir moins, ainsi que l'augmentation des possibilités d'éducation et d'emploi ».

Changements spectaculaires dans les tendances de natalité, plus de la moitié des naissances vivantes survenant en Afrique subsaharienne d'ici 2100

Au cours des décennies à venir, la majorité des enfants sera né dans certaines des régions du monde aux ressources les plus limitées, avec plus de trois-quarts (77 %) des naissances vivantes attendues dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'ici la fin du siècle.

Le déclin de la fécondité dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne se produit à un rythme plus lent, et la région devrait compter pour plus de la moitié (54 %, soit près de 40 millions) des naissances vivantes dans le monde d'ici 2100, passant d'environ un quart (29 %) en 2021, à près de 41 % en 2050.

La plus grande partie du déclin de la part mondiale des naissances vivantes se produira dans les six autres super-régions – chutant, par exemple, en Asie du Sud, d'environ 25 % (32 millions) en 2021 à 17 % (19 millions) en 2050 et

à 7 % (5 millions) en 2100 – mais devrait augmenter légèrement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (passant de 9 % en 2021 à 11 % en 2100) et dans les super-régions à revenu élevé (passant de 8 % à 10 %).

« Les pays d’Afrique subsaharienne affichant des taux de fécondité élevés sont confrontés à un défi majeur : gérer les risques associés à une explosion démographique ou risquer une catastrophe humanitaire », affirme le docteur Austin E. Schumacher, co-auteur principal et professeur adjoint par intérim de l’IHME. « Le changement important du nombre des naissances souligne la nécessité de donner la priorité aux initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique et améliorer l’infrastructure sanitaire, et de continuer à réduire les taux de mortalité infantile, ainsi que de prendre des mesures pour éliminer la pauvreté extrême et s’assurer que les droits génésiques des femmes, la planification familiale et l’éducation des filles sont les priorités majeures de chaque gouvernement. »

Solutions pour un monde divisé sur le plan démographique

« Ces profonds changements futurs de la fécondité révèlent une fracture démographique évidente entre les impacts sur de nombreux pays à revenu intermédiaire à élevé par rapport aux régions à revenu faible chez qui les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques sûres et avantageuses pour soutenir des conditions susceptibles d’augmenter les taux de natalité dans certaines régions et de les abaisser dans d’autres », continue M. Schumacher. « Le temps presse car les initiatives actuelles de gestion de la croissance démographique ne porteront probablement pas leurs fruits avant 2050. »

L’analyse suggère que des efforts concertés visant à faciliter l’accès aux contraceptifs modernes et à l’éducation des femmes – les deux facteurs clés de la fécondité – pourraient permettre d’accélérer le déclin de la fécondité et de réduire la natalité dans les pays affichant les taux les plus élevés. Par exemple, en Afrique subsaharienne, selon les projections, l’atteinte des Objectifs de développement durable des Nations-Unies en matière d’éducation universelle des femmes ou de besoin universel non satisfait de contraceptifs modernes d’ici 2030, entraînerait des taux de fécondité de 2,3 naissances par femme en 2050, par rapport à environ 2,7 naissances si ces objectifs ne sont pas atteints.

Dans les pays affichant les taux de fécondité les plus élevés, les gains pourraient être même plus importants. Au Niger, par exemple, l’indice synthétique de fécondité devrait être de cinq enfants par femme en 2050. Cependant, si l’objectif d’éducation universelle était atteint d’ici 2030, l’indice devrait passer à 2,7 enfants par femme en 2050, alors que la satisfaction des besoins universels de contraception pourrait abaisser l’indice à 4,3 enfants.

« Bien que l’atteinte des deux objectifs universels sur le plan mondial d’ici 2030 est probablement impossible, il est clair que pour faire face à l’explosion démographique dans les pays affichant un taux de fécondité élevé, il convient d’accélérer les progrès en matière d’éducation des filles et des droits génésiques », ajoute M. Schumacher.

L’étude examine aussi l’impact potentiel que les politiques natalistes conçues pour offrir un soutien financier et des soins aux enfants et familles pourrait avoir sur l’augmentation de la fécondité dans les pays où les taux sont inférieurs au niveau de remplacement. Les informations fournies par les pays ayant déjà mis en place de telles politiques sembleraient suggérer que, bien que les politiques natalistes ne permettraient pas de stimuler les taux de fécondité au niveau de remplacement, elles pourraient prévenir la chute de la fécondité dans certains pays à des niveaux extrêmement bas (seulement 30 pays et territoires en-dessous d’un ISF de 1,3 en 2100 si les politiques natalistes sont mises en œuvre, par rapport à 94 selon le scénario le plus probable). Il importera que les pays à faible taux de fécondité mettent en place une série de politiques soutenant les personnes qui désirent avoir des enfants et offrent des avantages sociaux supplémentaires, comme une meilleure qualité de vie et une participation accrue des femmes à la vie active, ainsi que des politiques d’immigration plus ouvertes.

« Il n’y a pas de recette magique », affirme Dre Bhattacharjee. « Les politiques sociales visant à accroître les taux de natalité, telles que l’amélioration du congé parental, la gratuité de la garde des enfants, les incitations financières et les droits supplémentaires en matière d’emploi, peuvent stimuler légèrement les taux de fécondité, mais la plupart des pays demeureront en-dessous des niveaux de remplacement. Une fois que la population de presque tous les pays décline, il sera nécessaire de recourir à des politiques d’immigration ouverte pour soutenir la croissance économique. Les pays d’Afrique subsaharienne possède une ressource vitale que les sociétés vieillissantes sont en train de perdre – une population jeune. »

« Il y a vraiment lieu de craindre que, face aux populations en déclin et en l’absence de solutions claires, certains pays puissent justifier la prise de mesures plus draconiennes limitant les droits génésiques. Il est bien établi que les

pays défenseurs des droits des femmes sont plus susceptibles d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de la santé et une croissance économique plus rapide. Il est impératif de promouvoir et de protéger les droits des femmes et de les soutenir dans leur décision relative au nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir et la poursuite de leur carrière », ajoute Dre Bhattacharjee.

Les auteurs soulignent d'importantes limitations, y compris le fait que, bien que l'étude utilise les meilleures données disponibles, les prédictions sont limitées par la quantité et la qualité des données antérieures, particulièrement restreintes pendant la pandémie de 2020-2021. Ils notent aussi que les tendances passées ne permettent pas de prédire leur évolution future, et que les prédictions en matière de fécondité reposent sur une prévision exacte des facteurs potentiels de fécondité à l'avenir.

Dans un commentaire lié, Gitau Mburu, James Kiarie et Pascale Allotey, de l'Organisation mondiale de la Santé, qui n'ont pas participé à l'étude, ont indiqué que « la fécondité est un problème affectant plusieurs parties prenantes et disciplines. Les prédictions scientifiques et les discours politiques sont essentiels dans notre recherche de solutions. Une communication précise facilitera une meilleure compréhension du problème et la prise de décisions éclairées. Les ISF en déclin poseront un défi à la communauté mondiale et pourraient engendrer des innovations qui nous aideront à parvenir au développement durable à long terme. »